

la taxe est de cinq centimes par kilogramme, le produit sera de quatre cent trente-sept millions de francs pour les trente-cinq millions d'habitants de la France. Oh ! si une telle imposition n'avait pas encore été abolie, nos financiers trouveraient de beaux anathèmes contre les novateurs qui parleraient de la supprimer ! Désorganiser les finances de l'Etat, tarir la plus belle source des revenus publics, s'écrieraient-ils, et pourquoi ! Pour détruire une charge, qui ne pèse que pour sept à huit centimes par jour sur chaque tête, c'est-à-dire dans une portion minime de la journée du simple salarié. Et encore, nos financiers ne manqueraient pas de prétendre qu'en définitif le prix du travail serait élevé d'autant ; car, disent-ils, c'est le prix des subsistances qui est la mesure du prix du travail (1).

Grâces au ciel, l'impôt du pain ne grève plus notre législation fiscale ; mais on peut dire que tous les autres impôts de consommation ont plus ou moins ce caractère d'une capitation déguisée, et qu'ils ne sont productifs qu'autant qu'ils l'ont et dans la mesure où ils l'ont. Cela est tellement vrai, que, lorsqu'on a proposé des taxes de consommation sur certains objets qui ne sont à l'usage que du petit nombre, des taxes sur des objets dits de luxe, on a été obligé d'y renoncer, malgré leur apparence d'équité, parce qu'on a bien vite reconnu qu'elles n'auraient qu'un produit insignifiant. Le milliard et demi du budget se compose avec les centimes des pauvres, et non pas avec les napoléons des riches.

Veut-on rendre cette vérité encore plus sensible ? Il suffit de citer nos principales taxes de consommation.

Nous trouvons d'abord l'impôt sur le sel. La chose est ici trop claire pour avoir besoin d'être démontrée.

En second lieu, est l'impôt sur le tabac. Cette taxe grève un goût dépravé, mais enfin un goût du peuple. C'est par là seulement qu'elle est devenue une branche importante des revenus de l'Etat.

(1) Voir la notice que M. Achille Fould a publiée dans les journaux, à l'appui du maintien de l'impôt sur les boissons. Mais, tous les économistes reconnaissent, au contraire, que le prix du travail a pour mesure la proportion entre l'offre et la demande. Il est vrai que, si la surabondance de l'offre fait baisser la rétribution du travail au-dessous de ce qui est absolument nécessaire à la vie, un certain nombre de travailleurs devra, en dernier résultat, mourir de faim, et que, par là, l'équilibre sera rétabli. Mais, quelle longue série de souffrances ne faut-il pas pour qu'une population s'abaisse sous ce dur niveau, et pendant combien de générations, cette population abrutiée et étiolée ne semblera-t-elle pas pulluler, au contraire, au fond de sa misère ! Voyez l'Irlande.